

## **Communiqué de presse de SUD Education 93 Ouvrez les frontières – les migrant-e-s sont les bienvenu-e-s !**

Le 24 octobre 2016, les forces de l'ordre évacuaient 6500 migrant-e-s de la « jungle » de Calais. Le 4 novembre, c'étaient 3852 migrant-e-s qui sont évacué-e-s de leur campement à Stalingrad à Paris. Contrairement à ce que le gouvernement tente de faire croire, cette opération des forces de l'ordre n'a rien d' « humanitaire ». Les Centres d'Accueil et d'Orientation (CAO) sont des solutions transitoires et aucune politique ambitieuse n'a été mise en œuvre pour accueillir les migrant-e-s et pour leur garantir les droits auxquels tout être humain devrait bénéficier : celui d'être logé, d'avoir un travail, d'avoir accès à la santé et à l'éducation.

Le syndicat Sud Education 93 dénonce l'absence de solutions pérenne d'hébergement et ou de logement, le cas des mineur-e-s et jeunes isolé-e-s dans la rue sans aucune prise en charge, la mise en concurrence inhumaine et scandaleuse des personnes accueillies, l'incitation à la dissuasion des demandeurs d'asiles dans leurs démarches, l'incitation à la dénonciation, au fichage et au flicage.

Chaque jour, des milliers de femmes, hommes et enfants sont sur les chemins de l'exil, fuyant dictatures, crises, pauvreté et guerres. Face à ces personnes qui tentent de trouver refuge au péril de leur vie, les pays dits développés s'érigent en en forteresse. Pourtant, nous avons les moyens d'accueillir les personnes qui fuient ces crises politiques et environnementales dont la responsabilité n'est pas à étrangère aux pays dits du Nord. Entre janvier et septembre 2016, 47.000 migrant-e-s ont demandé l'asile à la France, ce chiffre est minime pour un pays qui compte 66,03 millions d'habitant-e-s et 35.585 communes !

L'accueil et l'accompagnement des migrant-e-s, sans distinction ni caractère discriminatoire, doit être une priorité pour notre pays qui doit mettre en œuvre une vraie politique sociale d'accueil et de régularisation des migrant-e-s.

### **Pour la scolarisation de tou-te-s les jeunes migrant-e-s !**

L'accueil des migrant-e-s nécessite l'ouverture de structures d'apprentissage de la langue française pour les adultes. De même, l'Education Nationale doit mener une politique ambitieuse de scolarisation de tou-te-s les jeunes migrant-e-s afin de leur permettre d'être autonome dans notre société. Aujourd'hui, il manque plusieurs centaines de places en classe d'accueil dans notre département pour scolariser tou-te-s les jeunes. Certains attendent plus de 9 mois pour obtenir une place dans une classe d'accueil en collège. Les jeunes migrant-e-s sont les premières victimes du budget insuffisant alloué à l'éducation puisqu'ils et elles se voient refuser l'entrée à l'école en arrivant en France. Refuser de scolariser des jeunes dès leur arrivée en France, c'est retarder leur adaptation dans la société, c'est aussi renier leurs droits.

### **Ne détournons pas le regard, agissons collectivement, exprimons notre solidarité !**

Chaque jour nous constatons les conditions de vie des migrant-e-s sur les trottoirs des villes, chaque jour nous entendons le déferlement des discours racistes et fascistes à l'égard des migrant-e-s. Ceci est insupportable dans un pays qui se veut démocratique. Ne cédon pas aux discours populistes et haineux et affirmons notre solidarité avec les migrant-e-s.

Au contraire, réclamons l'ouverture de nouvelles classes d'accueil dans nos écoles, collèges et lycées par tous les moyens possibles (des motions, des courriers au rectorat, grèves, manifestations...).

**Créons des solidarités concrètes : organisons-nous collectivement pour apporter une aide concrète aux migrant-e-s et en participant à toutes les manifestations de solidarité avec les migrant-e-s pour :**

- **des papiers pour toutes et tous,**
- **des logements pour toutes et tous,**
- **l'accès aux soins et à l'éducation pour toutes et tous,**
- **liberté de circulation et d'installation,**
- **l'ouverture des frontières,**
- **la fermeture des centres de rétention.**